



Les nouvelles frontières de la RSE, de nouvelles opportunités !

Interviennent lors de cette séance :

- *Alexandra BONNET, Chef du Service de l'Economie, de l'Evaluation et de l'Intégration du Développement Durable (SEEI) au sein du Commissariat Général au Développement Durable (CGDD) du Ministère de l'Environnement, de l'Energie et de la Mer ;*
- *Mohamed LAQHILA, Président du Conseil Régional de l'Ordre des Experts Comptables Marseille-PACA et Président du Comité RSE du Conseil Supérieur de l'Ordre des Experts Comptables ;*
- *Serge BURTIN, Directeur Dalkia Méditerranée ;*
- *Tarak CHERIF, Président de la Confederation Of Tunisian Citizen Enterprises (CONNECT), Vice-Président ANIMA Investment Network ;*
- *Stéphane SOTO, Directeur général d'Aix-Marseille French Tech et Directeur Général de Medinsoft.*

Conférence animée par Philippe GIRARD, Directeur de RSE PACA.

I. La place de la RSE dans la transition écologique et énergétique avec le CGDD

Alexandra BONNET souligne que le ministère de l'Environnement, de l'Energie et de la Mer a une seule mission : changer le monde ! Depuis son arrivée, la ministre Ségolène Royal se mobilise pour la réussite de la transition énergétique et écologique. Le Commissariat Général au Développement Durable possède une vision très transversale des dossiers et facilite leur intégration au niveau des parties prenantes, notamment les entreprises et les investisseurs.

Pour changer le monde, il s'avère nécessaire de repenser les modes de gouvernance et d'action, en misant notamment sur la démocratie participative. Le CGDD s'implique au quotidien au côté d'initiatives souples, non contraignantes, d'incitation, telles que la RSE.

Pour changer le monde, il est également impératif de réinventer fondamentalement les modèles de production et de consommation. Il semble difficile de concilier sobriété et consommation de masse, circuit court et mondialisation, mondialisation du profit et enjeux sociétaux. Tout ceci ressemble au mariage de la carpe et du lapin.

Face à ces objectifs de transition écologique et économique, le CGDD prône déjà l'amélioration de l'existant, mais il est conscient que cette démarche ne sera pas suffisante. Ainsi, pour tenir l'objectif de -2 degrés, des innovations de rupture s'avèrent indispensables. La RSE répond ainsi à ce besoin de trouver de nouvelles méthodes de fonctionnement du tissu économique, générant un foisonnement d'idées. Elle sert également de laboratoire afin de déterminer ce qui fonctionne ou non. La RSE constitue aussi un vecteur de projection dans l'avenir des modèles d'affaires des entreprises. Enfin, dans cette période où tout reste à inventer, l'information constitue « l'or noir du XXI^e siècle ». Le numérique accélère dramatiquement la transition.

Alexandra BONNET invite les personnes intéressées par le développement durable à consulter les bonnes pratiques issues de la COP21 figurant sur la plateforme NAZCA. Les entreprises n'hésitent plus à tester de nouveaux modèles économiques, conscientes des atouts de la RSE.

Alexandra BONNET propose des pistes d'amélioration aux entreprises :

- Réaliser leur bilan carbone ;
- Favoriser la biodiversité ;
- Améliorer la gouvernance ;
- Tester un nouveau modèle « éco ».

Alexandra BONNET souligne que la RSE peut constituer un excellent facteur de démocratie participative et d'inclusion de la jeunesse dans les zones défavorisées, en crise ou déstabilisées politiquement.

II. L'accompagnement par les experts comptables

Mohamed LAQHILA rappelle que la France compte 20 000 experts comptables. La RSE représente un business pour cette profession, attendu que les experts comptables certifient de plus en plus d'informations extra-financières. Les experts comptables accompagnent les entreprises sur les nouveaux modèles dès leur phase de création. Ils cherchent également à renforcer la RSE au sein de leurs cabinets. Ils disposent pour ce faire d'un outil d'autodiagnostic assorti de plans d'action.

L'accompagnement des experts comptables s'avère particulièrement bénéfique pour les TPE et les PME. Ils jouent un rôle d'alerte, rappellent les contraintes et la réglementation. Lors du Congrès de Bruxelles, la profession devrait proposer un modèle français de comptabilité environnementale, incluant des critères objectifs. Ce modèle pourrait être étendu au niveau européen.

Mohamed LAQHILA remarque que le Maroc a pris de l'avance par rapport à d'autres pays du bassin méditerranéen, ce qui s'explique en partie par l'absence de pétrole. C'est ici qu'a été construite la plus grande ferme photovoltaïque au monde. L'usine Renault de Tanger est la plus performante de la planète. L'Afrique constitue un marché de proximité qui bénéficie d'une croissance de 10 %.

III. Des solutions énergétiques, l'exemple de Dalkia

Serge BURTIN souligne que la dimension environnementale fait partie de l'ADN de Dalkia depuis sa création, il y a 70 ans. Celui-ci se traduit par de l'innovation et l'association des partenaires et des clients aux bonnes décisions. Dalkia est très sensible à la valeur du territoire et aux solutions qui s'y trouvent. C'est notamment le cas pour l'énergie. Ainsi, des boucles énergétiques récupèrent désormais l'énergie calorifique de la mer pour développer des réseaux de chaleur ou du froid. L'énergie fatale des process industriels peut également être valorisée. Le territoire PACA est aussi très riche en biomasse.

Le second sujet d'actualité concerne l'efficacité énergétique. Dalkia innove dans ce domaine au travers de centres de pilotage de la performance énergétique, qui surveillent en permanence la performance des installations thermiques. Le numérique constitue un atout fort pour cette révolution.

Dalkia se mobilise également pour sensibiliser les utilisateurs. Les potentiels d'économie par rapport aux utilisations de l'énergie sont évalués entre 20 et 40 %.

Serge BURTIN insiste sur le fait que Dalkia joue le rôle d'assemblier. L'entreprise centralise des innovations pertinentes pour les mettre en musique. Dalkia collabore ainsi avec Boost It, une entreprise fabriquant des chaudières innovantes, avec des rendements 30 à 40 % supérieurs. Autre exemple, Dalkia a mis en place un contrat de performance énergétique avec la ville de Sète afin de revoir l'ensemble de la chaîne énergétique d'une centaine de bâtiments et de sensibiliser les utilisateurs aux économies d'énergie.

Serge BURTIN assure que la RSE constitue bien du développement, du business, au sens positif du terme.

IV. La French Tech sans frontières

Stéphane SOTO explique que la French Tech est une marque collective lancée par l'Etat en 2014 pour accélérer la croissance de l'industrie numérique française et renforcer sa compétitivité internationale. Portée par les salariés, la RSE s'y vit au quotidien. Elle se traduit par des dispositifs tels que le télétravail ou des actions en faveur de l'environnement.

L'activité ne se vit pas au gré des frontières géographiques, mais au gré de la zone de chalandise, souvent internationale. Les entreprises de la French Tech, qui fonctionnent selon des modèles innovants, proposent aux entreprises traditionnelles de travailler avec elles à leur transition économique. La French Tech souhaite notamment se rapprocher du continent africain, favorisant les collaborations bidirectionnelles.

Stéphane SOTO souligne que l'innovation actuelle est plutôt constituée par des innovations d'usage, qui peuvent être mises en œuvre dans d'autres pays. Aix-Marseille French Tech est aujourd'hui spécialisée dans l'accélération des entreprises, un savoir-faire qu'elle est prête à transmettre gracieusement. La French Tech vise à promouvoir des échanges internationaux beaucoup plus équilibrés.

Stéphane SOTO cite l'exemple de la plateforme PIICTO qui, sur 1 200 hectares autour de Fos-sur-Mer, tente de réconcilier industrie et écologie, notamment en réutilisant l'énergie calorifique.

Sur le périmètre Aix-Marseille, la French Tech représente 7 000 entreprises, soit 40 000 salariés. Ces entreprises réalisent 8 milliards de chiffre d'affaires, avec une croissance de plus de 12 %, voire de 25 % dans certains secteurs. La filière, qui rencontre même des difficultés à recruter des profils adaptés, a initié des projets ambitieux de centres de formation, tels que The Camp.

Stéphane SOTO insiste sur le fait que, sur le marché de l'économie digitale, trois pays se distinguent : les Etats-Unis, la France et Israël. Aix-Marseille French Tech connaît une belle courbe de croissance, même si la création de start-ups n'est pas encore suffisante.

V. La RSE à l'échelle de la Méditerranée

Tarak CHERIF présente la situation en Tunisie. Dans ce pays, depuis de longues années, les jeunes ont le réflexe de viser la fonction publique. La Révolution de 2011 s'explique notamment par le problème du chômage, mais aussi la mauvaise répartition des richesses. L'Etat n'est plus en capacité de continuer d'engager des fonctionnaires et de rémunérer des personnes qui ne travaillent pas. Il s'est donc avéré essentiel de modifier le positionnement des entreprises privés. C'est en ce sens que la Confederation of

Tunisian Citizen Entreprises (CONNECT) a été créée. Ce syndicat patronal est en étroite relation avec ANIMA, réseau d'investissement présent dans 20 pays. La CONNECT favorise les meilleurs modèles possible afin de donner envie aux citoyens de tenter l'aventure entrepreneuriale ou de rejoindre des entreprises privées. Sur les 1 300 entreprises recensées dans l'étude, 79 % font des profits et les réinvestissent. La CONNECT mise donc sur la RSE, afin que les entreprises respectent les emplois, les salariés et leur environnement. Depuis 2011, elle labellise les entreprises, en lien avec ses partenaires nationaux et étrangers, afin de mettre en lumière les bonnes pratiques. Le programme EDILE de notation RSE des entreprises à l'étranger constitue un atout pour l'image des sociétés et évite les dérapages qui ont été recensés par le passé.

En dépit du contexte économique difficile, la RSE ne constitue pas un luxe pour les entreprises tunisiennes. Biome Solar Industry, qui sera prochainement labellisée, constitue l'exemple parfait d'une société qui se développe dans son pays, mais également en France. Elle a su faire valoir ses atouts en termes de développement durable et de RSE par rapport à ses concurrents.

Certains pays, comme le Maroc, sont particulièrement avancés sur la démarche RSE. Le Liban, la Jordanie ou la Turquie progressent rapidement. Cependant, la majorité des pays sud-méditerranéens rencontrent des difficultés de communication, qui ne leur permettent pas assez de mettre en exergue leurs potentialités. Ces pays ne doivent surtout pas être abandonnés. Tarak CHERIF souligne que ceux-ci ne demandent pas de l'argent ou la délocalisation des entreprises françaises, mais des flux commerciaux équilibrés. La COP 22, programmée au Maroc, devrait avoir un impact direct pour les pays du Maghreb.